

Entretien avec Guillaume Faburel

Professeur, université Lumière Lyon 2, UMR Triangle, École urbaine de Lyon. Auteur de *Métropoles barbares. Démondialiser la ville. Désurbaniser la terre, Passager clandestin*, 2018, 368 p.

Isabelle Roussel

Texte intégral

Isabelle Roussel : *Le fil directeur de ce numéro de la revue est « habiter la ville ». C'est un thème sur lequel vous avez déjà beaucoup travaillé. Pouvez-vous préciser quel est pour vous, le sens de l'habiter ?*

Guillaume Faburel : Il est admis de longue date que l'habiter n'est pas résider et encore moins se loger. Il n'est donc pas simplement affaire de dignité du logement en ville ou encore de ségrégation résidentielle urbaine, même si cela est essentiel à traiter. L'habiter est une réalité bien plus large : la relation qu'entretiennent les humains avec la totalité des lieux et milieux de leur existence et de leurs expériences. L'être humain, avant toute chose, habite¹. C'est même, selon Heidegger, l'expérience humaine la plus fondamentale de notre rapport au monde, la « *manière dont les mortels sont sur la terre* »².

Or, constitutive de notre identité, cette expérience non seulement permet un recul sur le seul avoir des choses. « *Habiter veut dire rester enclos dans ce qui nous est parent, c'est-à-dire dans ce qui est libre et qui ménage toute chose dans son être* »³. Mais, plus encore, dans et par cette expérience, l'individu s'affirme comme l'acteur premier de sa réalité géographique⁴, l'acteur principal de sa réalisation en tant qu'être qui fait sens⁵. « *Nous n'habitons pas par ce que nous avons "bâti", mais nous bâtissons et avons bâti pour autant que nous habitons* »⁶. L'habiter est dès lors peuplé d'habiletés personnelles, de savoirs sociaux embrayés et de pratiques expérimentales⁷.

Ainsi, telle la monade, le sujet est par l'habiter indissociable de son monde, une localité protectrice et familière, qu'il construit, habite et imagine⁸. Voici la raison pour laquelle l'habiter incarne aujourd'hui selon moi l'une des figures (infra)politiques parmi les plus puissantes, celle de la reconfiguration spatiale de la critique sociale, moins dans le mouvement urbain dit des places et plus dans les zones à défendre et communautés existentielles critiques qui déploient des résistances ordinaires par des rapports de plus en plus désirés de ménagement du vivant, et ce dans les grandes périphéries de l'urbain.

IR : *Vous affirmez que les grandes villes ne peuvent pas répondre à ce besoin d'habiter qui ne pourra être satisfait que par une rupture profonde avec les processus de métropolisation que vous dénoncez. Pouvez-vous préciser quels sont, selon vous, les effets pervers de ce processus ?*

GF : Les villes, les grandes, comme par mimétisme les moins grandes, vivent une mutation d'envergure, pour certaines depuis quelques décennies : la métropolisation. Si cette notion a fait l'objet de plusieurs tentatives de définition⁹, nous la considérons pour notre part comme un fait social total, celui de la reconfiguration accélérée d'espaces vécus et des pouvoirs qui s'y exercent, suivant une logique de généralisation de leur marchandisation. N'oublions pas que le suffixe « *pole* » de métropole s'enracine aussi dans le grec *polein*, qui signifie « vendre ».

Partout à travers le monde, les centres de recherche-développement, les *clusters* et autres incubateurs de *start-up* visent l'innovation et l'excellence compétitive. De même, partout dans le monde, les réseaux (digitaux ou de transport rapide) et les grands équipements (commerciaux et sportifs, culturels et touristiques) visent l'augmentation des flux et des rendements. Les vies de dizaines de millions de personnes sont devenues le théâtre d'un rebond productif, dont on vante sans relâche les pouvoirs d'agglomération par l'« économie » et la « société » des savoirs, et les prétendus effets de ruissellement pour les autres territoires.

Surtout, là aussi partout, cette reconfiguration est portée peu ou prou par quelques grandes recettes politiques de patrimonialisation et de festivalisation des centres-villes, de numérisation des espaces commerciaux et de marchandisation des espaces publics, d'esthétisation architecturale (« grands gestes » starifiés) et de technicisation écologique des nouveaux quartiers (éco-quartiers)... Or, de ces faits partout remarquables, de plus en plus de gens ont communément une sensation d'accélération sans frein des rythmes de vie par le mouvement incessant¹⁰, une impression croissante d'étouffement par la concentration, un sentiment grandissant d'exclusion par une sollicitation consumériste omniprésente, une émotion de plus en plus visible vis-à-vis de la dégradation écologique des milieux de vie (ex : fournaies urbaines)...

Les grandes villes devenues métropoles peinent de plus en plus à représenter des lieux certes désirables socialement et économiquement mais surtout vivables dans des conditions écologiques et sanitaires dignes pour le plus grand nombre. L'expérience intime du ménagement des lieux et milieux de vie que constitue l'habiter semble très éloigné de nos réalités

métropolitaines, et, par exemple, de la notion de « réseau » qui préside à ce jour à la pensée urbanistique de la ville. Jamais un corps humain, pas plus que tout autre corps vivant d'ailleurs, n'a habité un réseau¹¹. La capacité des grands espaces urbains à constituer un habiter commun pour tou-te-s est posée.

IR : *Dans le contexte de la mondialisation actuelle, les villes ne sont plus des lieux de production, elles se construisent à partir d'abstractions telles que la finance ou la culture, d'où le poids de l'immatériel, des représentations, du discours, de la communication. Comment analysez-vous ce danger de l'immatériel qui masque l'habitant dans la réalité de son environnement ?*

GF : De prime abord, comme les politiques évoquées en attestent, l'aménagement et l'urbanisme sont plus que jamais mobilisés dans les grandes villes « innovantes » et « compétitives ». Le capitalisme industriel a fait place au capitalisme infrastructurel. D'où d'ailleurs, le retour remarqué de l'expertise technique, particulièrement de l'architecture, dans tous les « grands » projets, dont le marketing territorial se fait le relais. Toutefois, vous avez raison, le poids de l'immatériel croît indéniablement. On parle d'ailleurs de logique culturelle du capitalisme tardif¹², dont les manifestations sont particulièrement vives dans les politiques territoriales¹³.

Ceci provient pour beaucoup des activités et fonctions prisées par l'urbain métropolitain : la conception-recherche, les prestations intellectuelles, le commerce inter-entreprises, la gestion, la culture et les loisirs. Ces activités requièrent un fort capital immatériel (diplômes, savoir-faire, réseaux...), au prix de changements de populations : « nouvelles classes dirigeantes » de la finance ou de la communication, fameuses « classes créatives » des secteurs à haute valeur ajoutée (sciences et ingénierie, architecture et design, arts et loisirs...), ainsi que quelques groupes plus historiques, comme la petite bourgeoisie intellectuelle, des jeunes bien formés et un troisième âge bien portant, adeptes du tourisme planétaire.

Or, par leurs activités et leurs consommations, et plus encore par leurs dépendances à la connectique et aux mobilités, ces populations poussent les logiques de subjectivation de la mondialité néolibérale à leur paroxysme : un arrachement du vivant par l'artificialisation croissante des existences et par l'imaginaire de la performance/concurrence/jouissance. Les métropoles situent leur dynamique expansionniste dans ce hors-sol. C'est même leur rente de monopole¹⁴.

Dès lors, comment atterrir¹⁵ lorsque ces comportements largement déterritorialisés et l'éloignement des scènes et pouvoirs de décision engagent l'ordre urbain sur une pente oligarchique voire post-démocratique¹⁶. Là est selon moi la deuxième manifestation de l'immatérialité : l'incessante production de nouveaux récits de la modernité urbaine pour susciter l'adhésion à de telles mutations. Les dimensions environnementales de l'habiter urbain jouent ici à plein, par le marketing notamment. Il s'agit de faire aimer les grandes villes en voie active de métropolisation, et pour ce faire ces réalités ont besoin d'être imaginées pour être pensées¹⁷.

IR : *La prise en compte de l'environnement dans les métropoles, loin de donner à chaque individu les moyens de créer un enracinement commun, a pu être détournée au service d'une compétition mondiale dans laquelle l'attractivité devient un élément essentiel mais pervers. La résilience, mot d'ordre des environnementalistes, devient, selon vous, un mot d'ordre du biopouvoir. Pouvez-vous préciser quels sont vos arguments ?*

GF : Sur le principe, face aux dégradations et destructions écologiques déjà avérées, la résilience pourrait représenter une opportunité pour fonder d'autres manières d'habiter les territoires, moins consommatrices de ressources. Elle pourrait donc en théorie ouvrir un champ des possibles, dont les habitants ne seraient pas dessaisis (ex : villages des initiatives d'Alternatiba). Toutefois, telle qu'employée et engagée à ce jour, vise-t-elle dans les grandes villes la transformation ou entérine-t-elle un renoncement collectif vis-à-vis du modèle de développement productiviste responsable de la situation ?

En fait, pour concentrer toujours plus de gens (i.e. processus de métropolisation), il convient de rationaliser les pratiques et de guider nos comportements, et ce de manière vertueuse. C'est le biopouvoir qui, s'appuyant de plus en plus sur les sciences comportementales et les nouvelles technologies (cf. *nudge*), acclimate les corps et conditionne les pratiques dans les usages commerciaux des espaces publics, dans les activités domestiques du logement ou encore dans les attitudes de déplacement. Il s'agirait de nous adapter aux concentrations, à leurs densités... et aux vulnérabilités environnementales engendrées.

Or c'est justement l'environnementalisme des politiques métropolitaines qui est aujourd'hui le véhicule premier de ce biopouvoir visant, par l'adaptation, l'attractivité différenciée bien plus qu'une atténuation généralisée. C'est le développement rapide des quartiers dits « écologiques » dans les anciennes zones industrielles. C'est l'aménagement des berges fluviales pour art de rue et joggers dominicaux. C'est l'équipement des grands parcs d'agrément pour la récréation des catégories affairées. Jusqu'aux fermes urbaines verticales de la smart agriculture en aqua et hydroponie, aux tours écologiques type *sky cities* et leurs « villes-forêts »... Tout ceci dans le but d'accueillir les nouvelles catégories de population visées, avec pour effet d'exclure davantage encore.

En fait, tout comme bien d'autres mantras de la communication métropolitaine (métropoles « inclusives » et « solidaires », « créatives » et « citoyennes », « durables » et « écologiques », « sobres » et « frugales »...), le vocable de résilience peut aussi être compris comme une euphémisation libérale de l'adaptation consommée face aux dérèglements écologiques que les grandes villes ont elles-mêmes engendrés. On parle d'anthropocène (ou de capitalocène) urbain.

IR : *Vous soulignez le hiatus existant entre le discours officiel, qui véhicule une image très positive de la ville, et le désir des habitants de fuir ces métropoles jugées difficiles à vivre. Avez-vous des exemples précis que vous pouvez décrire pour préciser votre pensée ? Ainsi vous réhabilitez les périphéries contrairement au discours dominant sur la densification. Celui-ci s'appuie pourtant sur un souci de sobriété (économies spatiales et énergétiques) et dénonce l'individualisme suscité par la maison individuelle en faisant la promotion du « vivre ensemble » dans la ville ou mieux dans des écoquartiers. Quels sont les arguments que vous développez par rapport à cette thèse couramment énoncée ?*

GF : Il n'a jamais été véritablement démontré que la densité était plus vertueuse écologiquement. Pour rappel, la densité est d'abord, à l'ère du capitalisme, une nécessité économique, celle de la polarisation et de ses rendements. Or cette fonction

est encore largement abritée dans les discours dominants par le « *mythe de la culture urbaine* »¹⁸, cette « *machine à consommer de la sociabilité* »¹⁹, au nom de trois grandes vertus longtemps associées à la citoyenneté : diversité (sociale, ethnique, culturelle...), urbanité (dans les rues et sur les places, dans les parcs et les squares...), altérité (par la rencontre et le mélange). Là serait l'« *esprit des villes* »²⁰.

Pourtant, seuls deux français sur dix souhaiteraient, aujourd'hui, vivre dans une grande ville ou dans sa périphérie. Il y a même des sites spécialisés pour organiser les départs²¹. Surtout, le Forum Vies Mobiles (SNCF) a mené en 2015 et 2016 une enquête sur les « *Aspirations liées à la mobilité et aux modes de vie* » auprès de 12 000 personnes vivant en France, Espagne, Allemagne, États-Unis, Turquie ou Japon. Cette observation montre que le ralentissement voire la décroissance structurent assez largement les aspirations²². Ceci est confirmé par une autre enquête de l'observatoire Société et consommation, qui a soumis en 2016 à un échantillon de Français, d'Allemands, d'Italiens et d'Espagnols plusieurs états idéaux de la société. Là aussi, c'est la décroissance qui arrive en tête ; elle est choisie par 47 % des personnes interrogées à l'échelle des quatre pays étudiés, et c'est en France qu'elle recueille le plus de suffrages (51 %).

Pourquoi ralentir voire décroître ? Dans le cadre de la révision de son schéma directeur, le conseil régional d'Ile-de-France a réuni en 2012 des citoyens résidant à Paris ou dans les petites/grandes couronnes franciliennes, afin de s'exprimer collectivement sur leurs visions de la région à l'horizon 2030. Il en est ressorti la remise en question de la densité urbaine, confirmant s'il en était besoin qu'il y a bien, ce jour, un lien étroit entre densité et mal-être²³. Pourquoi ? Pour apaiser les vies face au mouvement permanent des mobilités et pour libérer du temps en vue de développer des pratiques de solidarité et/ou de nature. « *Ils sont bien, ils prennent leur temps* » : voici des mots prononcés par les participants²⁴.

Nous avons là, par cette quête de tempérance, explication de plusieurs phénomènes de longue durée : un peuplement discontinu ces 40 dernières années d'un périurbain qui, loin de sa disqualification urbanophile auquel il donne lieu (le fameux « *huis-clos de l'ego* »²⁵), s'affranchit de plus en plus des modes de vie centraux des métropoles ; des espaces ruraux qui ne perdent plus de population sur la même période, bien au contraire si l'on en juge la sixième vague néo-ruraliste depuis maintenant 10 ans²⁶ ; et, logiquement, quelques décroissances de populations urbaines, telles Paris, Nice, Saint-Étienne ou encore Toulon, assez largement tuées dans les débats (de 2 à 7 % de leur population communale sur les 10 dernières années), au même titre que dans des villes moyennes, telles Périgueux ou encore Rochefort.

Il semblerait qu'il y ait quelques passions joyeuses dans les périphéries.

IR : *Vous décrivez de nombreuses initiatives « alter-urbaines » qui sont en rupture flagrante avec le discours dominant. Pouvez-vous préciser quelles sont les dynamiques mises en œuvre ? Comment ces mouvements s'inscrivent-ils dans la redécouverte de l'habiter ?*

GF : Il existe une profusion d'initiatives qui, par relocalisation et volonté de ralentissement, maillent dorénavant tout le territoire²⁷, et ce depuis l'extérieur des grandes agglomérations: auto-construction et habitat autogéré, permaculture et circuits courts alimentaires, jardins collectifs et potagers communautaires, fermes sociales et monnaies complémentaires, ressourceries et centrales villageoises de production d'énergie, coopératives intégrales et communautés existentielles... Des précaires solitaires aux ménages à forts revenus, des activistes de « l'ultra-gauche » aux cadres surmenés, nombreux sont celles et ceux qui ont décidé de débrancher²⁸.

Or, par cette profusion, nous entrevoyons me semble-t-il une critique en germe de l'imaginaire instituant de l'urbain planétaire, par des prises d'autonomie remarquées, un autre habiter de la terre et des formes renouvelées de rapport au vivant par l'entraide et le ménagement. Nous retrouvons cette matrice dans les zones d'autonomie temporaire, c'est-à-dire les enclaves décentralisées des utopies pirates²⁹ (ex : ZAD, Zones à Défendre), mais aussi dans la multiplication médiatisée des jardins partagés, familiaux, collectifs et autres potagers communautaires et vergers urbains... jusqu'à la reconquête des friches urbaines et plus largement de la terre à des fins vivrières (ex : maraîchage périurbain), qui s'organise parfois dans des mouvements (les *Reclaim the Fields* ou les *Guerrilla gardening*). Nous la retrouvons également dans le *Community Land Trust* avec ses fiducies foncières, dans le retour remarqué des habitats groupés... jusqu'à la multiplication des communautés de vie (ex : éco-villages), ainsi que des fermes paysannes et plus largement la propriété solidaire et coopérative de la terre agricole.

Comme autant de réservoirs de sens constitutif de la saveur de l'expérience vécue³⁰, il y aurait trois grands communs transversaux à ce foisonnement : habiter, coopérer, autogérer. Ces communs figurent selon nous les grandes médiations de la désaliénation, en opposition (décentrée) au gouvernement des corps du biopouvoir de la modernité urbaine et de son accélération métropolitaine. Ce seraient là trois attributs premiers d'une véritable biopolitique, mineure, de la transformation³¹. Car, suivant en cela Aldo Leopold, une chose est juste quand elle tend à préserver l'intégrité, la stabilité et la beauté de la communauté biotique³².

Notes

1 Lussault M, 2013 : L'avènement du Monde. Essai sur l'habitation humaine de la Terre, Éditions du Seuil, coll. La couleur des idées, 296 p.

2 Heidegger M, 1958 : Essais et Conférences, Paris, Coll. Tell, Gallimard, p. 175.

3 Heidegger M, op. cit., p. 176.

4 Paquot T, Lussault M, Younes C. (dir.), 2007 : Habiter, le propre de l'humain, Paris, La Découverte, 390 p.

- 5 Hoyaux AF, 2002 : Entre construction territoriale et constitution ontologique de l'habitant : introduction épistémologique aux apports de la phénoménologie au concept d'habiter, *Cybergeo: European Journal of Geography*, §2.
- 6 Heidegger M, op. cit., p. 175
- 7 Faburel G, 2013 : L'habitant et les savoirs de l'habiter comme impensés de la démocratie participative, *Cahiers Ramau*, n° 6, L'implication des habitants dans la fabrication de la ville. Presses de l'École d'Architecture de la Villette, p. 31-53.
- 8 Lolive J, Soubeyran O, 2007 : L'émergence des cosmopolitiques, Paris, La Découverte, coll. Recherches, 384 p.
- 9 Pour n'en citer que quelques exemples, voir Leroy S, 2000 : Sémantiques de la métropolisation, *L'Espace géographique*, vol. 29, n° 1, p. 78-86 ; Bassand M, 2001 : Les six paramètres de la métropolisation, *Cahiers de la métropolisation*, n° 1, p. 33-39 ; Hammel P, 2005 : La métropole contemporaine et ses controverses, *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 49, n° 138, p. 393-408.
- 10 « L'accélération des mobilités, des rythmes de vie, des communications, des activités sociales et économiques constituent les nouveaux fondements des sociétés actuelles », Boltanski L, Chiapelo E, 1999 : *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard.
- 11 Dollé JP, 2002 : *Métropolitique*, La Villette Éditions, coll. Passage, p. 12.
- 12 Jameson F, 2007 : *Le postmodernisme ou la logique culturelle du capitalisme tardif*, Paris, École nationale supérieure des Beaux-arts de Paris.
- 13 Soja E, 1999 ; In *Different Spaces. The Cultural Turn in Urban and Regional Political Economy*, *European Planning Studies*, vol. 71, n° 1, p. 65-75.
- 14 Harvey D, 2008 : L'art de la rente. Mondialisation et marchandisation de la culture », dans *Géographie de la domination*, Paris, Les Prairies ordinaires, p. 23-56.
- 15 Latour B, 2017 : *Où atterrir ? Comment s'orienter en politique*, Paris, La Découverte.
- 16 Pinson G, 2010 : *Aménager le changement, Territoires 2040*, n° 1.
- 17 Ranciere J, 2000 : *Le partage du sensible. Esthétique et politique*, Paris, La Fabrique.
- 18 Castells M, 1972 : *La question urbaine*. Paris, Maspero.
- 19 Garnier JP, Goldschmidt D, 1978 : *La comédie urbaine*, Paris, Maspero.
- 20 Paquot T, 2010 : *L'urbanisme, c'est notre affaire*, Nantes, L'Atalante, 176 p.
- 21 Voir, par exemple, paris-jetequitte.com
- 22 Consultable sur : urlz.fr/72Hh
- 23 Gonguet JP, 2017 : « Il y a un gouffre entre les attentes des citoyens et les acteurs de la ville », entretien avec Bruno Marzloff et Philippe Moati, *Le Monde*, 5 décembre (consultable sur urlz.fr/6Rtb).
- 24 Faburel G, 2015 : « Imaginaires et visions habitantes », dans *Coupes et découpages territoriales. Quelle réalité du bassin de vie ?*, *Les Cahiers de l'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme – Ile-de-France*, n° 172, p. 124-126.
- 25 Debry JL, 2012 : *Le cauchemar pavillonnaire*, L'Echappée.
- 26 Désaunay C, 2016 : Une France de plus en plus rurale ?, *Futuribles*, 21 juillet 2016 (consultable sur urlz.fr/6RtQ).
- 27 Le portail <http://utopies-concretes.org> s'essaye à recenser la multitude des initiatives relevant de la catégorie de l'alternative.
- 28 Nous renvoyons notamment au très beau documentaire *Le champ des possibles*, de Marie-France Barrier (2017).
- 29 Bey H, 1997 : *TAZ. Zone autonome temporaire*, Paris, L'Éclat, 90 p.
- 30 B. Perret, 2003 : *De la société comme monde commun*, Paris, Desclée de Brouwer.
- 31 Interview de Giorgio Agamben de la revue *Vacarme*, n° 10, 2014 : Une biopolitique mineure. [En ligne], consultable sur : <http://www.vacarme.org/article255.html>
- 32 Léopold A, 1995 : *Almanach d'un comté des sables*, Aubier.

Pour citer ce document

Référence électronique : Isabelle Roussel « Entretien avec Guillaume Faburel », *Pollution atmosphérique* [En ligne], N°237-238, mis à jour le : 10/10/2018, URL : <http://lodel.irevues.inist.fr/pollution-atmospherique/index.php?id=6752>

Auteur(s)

Isabelle Roussel